

**LES SECTEURS PETROLIER, GAZIER ET MINIER DOIVENT CREER DAVANTAGE
D'EMPLOIS DIRECTS ET INDIRECTS EN AFRIQUE**

Papier pour la conférence académique internationale tenue par M. Robert K BAGNAN ce 20/02/2021

INTRODUCTION

En Afrique les secteurs pétrolier, gazier et minier constituent les principales sources de revenus des états africains et donc le moteur conducteur de l'économie du continent car les combustibles minéraux (charbon, pétrole) représentent-ils plus de 90% des recettes d'exportation pour la Guinée équatoriale ou le Nigeria. Les minéraux comptent pour 80% dans celles du Botswana (diamant, cuivre, nickel, carbonate de soude, or), du Congo Brazzaville (pétrole), de la République Démocratique du Congo (diamant, pétrole, cobalt et cuivre), du Gabon (pétrole, manganèse), de la Guinée (bauxite, alumine, or et diamant), de la Sierra Leone (diamant) et du Soudan (pétrole et de l'or). Les minéraux et les combustibles minéraux représentent plus de 50% des recettes d'exportation du Mali (or), de la Mauritanie (minerai de fer), du Mozambique (aluminium), de la Namibie (diamant, uranium, or et zinc) et de la Zambie (cuivre et cobalt).

A titre illustratif, selon des estimations récentes, le pétrole représente à lui seul 40% de la production mondiale d'énergie et un chiffre d'affaire d'environ 2000 milliards d'euros (Mvomo Ela W. ; 2005 :7). Au regard des tendances actuelles, les importations d'énergie devraient s'élever à 70% des besoins, et à 90% pour le pétrole (Mvomo Ela W. ; 2005 :7).

A l'horizon 2020, les hydrocarbures, c'est-à-dire le pétrole et le gaz, resteront les énergies dominantes et devraient encore couvrir 60% des besoins en énergie commerciale (Favennec JP ; 2002 :537). Sa consommation continuera à augmenter dans les prochaines années, car les besoins de transport augmentent, et il semble peu probable que des carburants alternatifs puissent massivement remplacer l'essence et le gaz (Favennec JP ; 2002 :537).

Pour le cas spécifique du Niger, l'exploitation récente de nouveaux gisements d'uranium et de pétrole génèrent des flux de revenus supplémentaires substantiels. La contribution du secteur minier et pétrolier aux recettes budgétaires est estimée à 13% en 2012 et se situe à 26% en 2016, alors qu'elle n'était que de 6% sur la période 1990-2005 (Institut national de la statistique, 2013).

L'exploitation de l'uranium est réalisée par deux sociétés filiales¹⁰ du groupe nucléaire français AREVA et la Société des Mines d'Azelik (SOMINA). En 2009, AREVA obtient l'exploitation du gisement d'Imouraren¹² dont les réserves s'établissent à 200 000 tonnes pour une production moyenne annuelle située entre 5000 et 6000 tonnes. L'exploitation de ce gisement (le plus grand d'Afrique) place le Niger au deuxième rang mondial des pays producteurs d'uranium.

La production du pétrole quant à elle a démarré en novembre 2011. L'exploitation est régie par un accord de partage de production entre l'Etat du Niger (40%) et une société chinoise, la China National Petroleum Company (60 %). Le contrat d'exploitation a permis le développement du champ pétrolier d'Agadem, la construction de la raffinerie de Zinder (SORAZ) reliée aux champs pétroliers par un pipeline. Actuellement, la demande intérieure est estimée à environ 7000 barils par jour, le reste de la production (13 000 barils/jour) étant alors destinée à l'exportation. A partir de 2017, la production du pétrole brut a atteint 80 000 barils/jour dont 60 000 sont exportés à travers le pipeline via le Tchad. Les réserves de pétrole, initialement estimées à environ 300 millions de barils peuvent selon les dernières estimations nationales s'établir à 900 millions de barils.

Cependant malgré le rôle phare de ces secteurs, la plupart des gouvernements administrent mal leur secteur pétrolier, gazier et minier actuellement selon l'Indice de gouvernance des ressources naturelles (Ressource Governance Index, ou RGI en 2007), qui mesure la qualité de la gouvernance des secteurs pétrolier, gazier et minier dans 81 pays.

Le Niger n'a pas reçu une note excellente surtout pour les ressources minières gérées par la France depuis plusieurs décennies.

- La question est de savoir s'il peut y avoir des chômages au Niger compte tenue d'importantes exploitations minières qui se déroulent actuellement? ;
- Si le gouvernement nigérien gère bien les fonds issus des exploitations minières au profit des emplois directs et indirects?;
- Ces recettes minières sont-elles destinées essentiellement à résoudre les questions de chômages ou pour servir les charges publiques ? ;
- Si ces ressources minières peuvent résoudre les problèmes liés aux emplois et directs?
- Est-ce que ces ressources sont-elles pas prises en otage par les multinationales qui exploitent et rapatrient les fonds chez elles?
- Est-ce que ces ressources minières sont accessibles aux populations africaines notamment le pétrole et le gaz?

Cette situation met en évidence la pertinence de discuter sur « **le fait qu'en Afrique les secteurs pétrolier, gazier et minier doivent créer davantage d'emplois directs et indirects** ».

Vu l'impératif du temps, nous avons jugé utile de sélectionner un échantillon de 160 personnes dans la Ville de manière aléatoire pour recueillir les données et mieux traiter cette question.

Les hypothèses que nous avons formulées sont les suivantes :

- Hypothèse N°1 : Les importantes exploitations minières qui se déroulent actuellement contribuent partiellement à résoudre les problèmes de chômage au Niger ;
- Hypothèse N°2 : Les recettes minières sont destinées à résoudre les questions de chômages et les charges publiques ;
- Hypothèse N°3 : Les ressources minières peuvent résoudre les problèmes liés aux emplois directs et indirects avec la bonne gestion des fonds miniers ;
- Hypothèse N°4 : Ces ressources sont prises en otage par les multinationales qui exploitent et rapatrient les fonds chez elles ;

- Hypothèse N°5 : Les ressources minières sont difficilement accessibles aux populations africaines notamment le pétrole et le gaz.

Le but est de :

- Analyser la contribution des secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger ;
- Identifier les secteurs dans lesquels les gouvernants dépensent les fonds miniers ;
- Etudier le degré de satisfaction de la population nigérienne par rapport à la gestion des fonds minier

2. MATERIEL ET METHODES

Les méthodes que nous avons utilisées sont :

- **La méthode d'observation** avec le constat sur le terrain chez la population nigérienne (avec le développement des emplois indirects notamment la création des stations-services, les boutiques de vente de gaz et des alimentations générales prêt des stations) afin de mieux traiter le sujet ;
- **La recherche documentaire** afin de chercher des données sur les secteurs pétrolier, gazier et minier en Afrique et spécifiquement au Niger.

L'outil de collecte des données est :

- **Le questionnaire** soumis à 160 personnes dans la Ville de manière aléatoire sur les emplois des secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger.

Et **l'outil de traitement des données** est le logiciel SPSS 2020 afin de mieux traiter les données et parvenir à un résultat acceptable.

En 1960, le Niger ne comptait que 3,3 millions d'habitants. Selon les résultats définitifs du Recensement de la Population et de l'Habitat de décembre 2012 (RGP/H 2012), le Niger comptait 17 138 707 habitants. Sur la base de ces résultats, la Division de la population des Nations unies a estimé la population du Niger à la mi-2015 entre 19,1 et 19,4 millions (Population Division 2014).

Sa population a donc été multipliée par un facteur de 5,8 entre 1960 et 2015. Cette augmentation correspond à un taux d'accroissement moyen sur une cinquantaine d'années supérieur à 3 pour cent par an. La population nigérienne continue d'augmenter d'environ 750 000 personnes par an, ce qui correspond à une croissance de la population tout à fait exceptionnelle de 3,9 pour cent par an actuellement. Le maintien d'un tel taux de croissance conduit à un doublement de la population tous les 18 ans. Le Niger reste un pays très majoritairement rural puisque cinq Nigériens sur six vivaient en zone rurale en 2012. De ce fait, la plupart des indicateurs sociodémographiques disponibles pour l'ensemble du Niger sont essentiellement le reflet du monde rural. En dépit de la croissance rapide des villes, la population rurale a été multipliée par cinq depuis 1960, et elle serait de 15,6 millions en 2015. Elle continue de croître rapidement au rythme de 3,5 pour cent par an selon les estimations des Nations unies, mais un peu moins vite que la population urbaine qui croît de 5 pour cent par an. Dans ce contexte, le Niger devrait rester majoritairement rural pendant encore plusieurs décennies. C'est ainsi que malgré la croissance plus rapide des villes, les projections d'urbanisation réalisées par les Nations unies en 2014 anticipent qu'en 2050, deux Nigériens sur trois (65 pour cent) pourraient toujours résider en zone rurale.

La ville de Niamey est la capitale du Niger, située sur le fleuve Niger dans l'extrême ouest du pays. Elle comptait 1 802 910 habitants en 2018, soit la ville la plus peuplée du Niger. La ville de Niamey est subdivisée en cinq communes : les communes I, II, III, et IV se trouvent toutes sur la rive gauche du fleuve tandis que la commune V se trouve sur la rive droite.

Calculons la taille de l'échantillon. Soit $N=1\ 802\ 910$ et $n=?$ et $\Sigma=$

7% $N=1\ 802\ 910$ le nombre d'habitants de la Ville de Niamey

Soit l'erreur $\Sigma= 7\%$

$$\frac{1\ 802\ 910 \times 0,07}{100} = 126203,7$$

Notre n= 19599. Mais compte tenue de l'impératif du temps, nous avons opté pour un échantillon subjectif de 160 personnes dans la région de Niamey d'une manière aléatoire.

Donc l'échantillon subjectif = 160 personnes.

3. RESULTATS

Nos résultats sont organisés en deux parties à savoir :

- I. Les résultats issus de la recherche documentaire ;
- II. Et les résultats issus de l'enquête, organisée en deux points suivants :
 - L'identification de la population enquêtée, afin de mieux la comprendre ;
 - L'appréciation de la population enquêtée sur les emplois généreux par les secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger.

I. Les résultats issus de la recherche documentaire

- **Le continent africain en général et le Niger en particulier dispose d'importantes ressources en pétrole, gaz et miens :** Les secteurs pétrolier, gazier et minier représentent les principales sources de revenu pour les pays du continent africains et le Niger est le quatrième producteur et le cinquième en termes de réserve (7 % du total) au plan mondial. Le Niger est aussi producteur du pétrole s'est élevée à 13 000 barils par jour (bbl/j) en 2012, 18 000 bbl/j en 2013 et 19 000 bbl/j en 2014 (Fonds Monétaire Internationale) ;
- **Gestion des finances publiques nigériennes :** l'augmentation considérable de la taille des pouvoirs publics est certainement le changement le plus notable dans les finances publiques au cours des 20 dernières années. La part des recettes publiques dans le PIB a plus que doublé : partant du niveau très faible de 7,5 % en 1995, elles ont augmenté avec régularité pour atteindre 19 % du PIB en 2014. Ces dernières années, cette augmentation a été en grande partie stimulée par les recettes tirées de l'uranium et du pétrole, qui représentent 23 % des recettes publiques depuis 2012. Les dépenses ont également augmenté, mais à un rythme plus lent que les recettes, passant de 16 % du PIB en 1995 à 28 %

en 2013. Alors que les recettes totales ne couvraient pas même les dépenses courantes entre 1995 et 2004, elles ont augmenté au cours de la deuxième décennie au point de générer un excédent. Malgré quelques variations annuelles, le déficit public global est resté remarquablement constant au cours des 20 dernières années, à environ 8 % du PIB. Cette stabilité a toutefois connu un véritable bouleversement en 2014, lorsque les dépenses ont augmenté pour atteindre 44 % du PIB entraînant un déficit représentant 26 % du PIB en conséquence d'un nouveau prêt (équivalent à 11 % du PIB) destiné au refinancement du prêt à la construction de la raffinerie SORAZ ;

- **Les prix des hydrocarbures restent élevés pour les populations vulnérables comme nous pouvons constater ci-dessous :**

- **Les secteurs dans lesquels les gouvernants dépensent les fonds miniers sont :** Les charges gouvernementales ; la santé ; l'éducation ; la sécurité ; l'emploi etc.

- **La gestion de l'exploitation desdits secteurs :** L'exploitation des secteurs pétrolier, gazier et minier est confiée par les multinationales notamment la France pour les mines et la Chine pour le pétrole et gaz.

II. Les résultats issus de l'enquête

1) Identification de la population étudiée

- **Sexe :**

Tableau N°1 : Sexes de la population de la Ville de Niamey enquêtée sur les emplois des secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
M	106	66,3	66,3	66,3
Valid e F	54	33,8	33,8	100,0
Total	160	100,0	100,0	

Source : Notre enquête du 16/02/2021

Notre enquête a touché 66,3% des hommes et 33,8% des femmes. Donc l'enquête a concerné les deux sexes ce qui permettra de connaître l'opinion des hommes et des femmes sur la

Selon ce tableau, notre enquête a concerné plus les jeunes, les principaux acteurs concernés par les offres d'emplois directs et indirects. En effet, 87, 5% de la population enquêtée a un âge compris entre 17 et 39 ans et 12,5% auraient de 40 à 60 ans.

2) L'appréciation de la population enquêtée sur les emplois généreux par les secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger

- Le niveau de satisfaction de la population

Tableau N°3 : Appréciation de la population de la Ville de Niamey sur les emplois des secteurs pétrolier, gazier et minier

	Effectifs	au Niger Pourcentage	Pourcentage cumulé
			P o u r c e

n
t
a
g
e
v
a
l
i
d
e

	Très satisfait	12	7,5
	Satisfait	22	13,8
Valide	Peu satisfait	39	24,4
	Insatisfait	87	54,4
	Total	160	100,0

Source : Notre enquête du 16/02/2021

Review University Without Borders for the Open Society (RUFSSO)

ISSN: 2313-285X Volume :23, Issue : 12, February 2021

Content available at <http://www.rufso.org/publications>

A l'issue de notre enquête, nous avons constaté que 54,4% de la population enquêtée estime qu'elle serait insatisfaite par les emplois des secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger contre 7,5% très satisfaits, 13,8% satisfait et 24,4% peu satisfaits.

Ces résultats montrent à quel point ces secteurs doivent créer davantage des emplois directs et indirects afin de satisfaire les attentes de la population.

- **Si l'individu enquêté travaille dans les secteurs pétrolier, gazier et minier :**

Tableau N°4 : Si Agent dans les secteurs pétrolier, gazier et minier

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé		
		Pourcentage valide			
Valide		Oui	4	2,5	2,5
		Non	156	97,5	97,5
		Total	160	100,0	100,0

Source : Notre enquête du 16/02/2021

Selon les résultats de ce tableau, seulement 2,5% de la population enquêtée travaillent dans les secteurs pétrolier, gazier et minier contre 97,5% qui ne travaillaient pas dans ces secteurs. Cette situation montre l'insuffisance de recrutement dans ces secteurs.

- **Si les proches de l'individu enquêté travaillent dans les secteurs pétrolier, gazier et minier :**

Tableau N°5 : Si Proches agents dans les secteurs pétrolier, gazier et minier

	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé		
		Pourcentage valide			
Valide		Oui	49	30,6	30,6
		Non	111	69,4	69,4
		Total	160	100,0	100,0

Source : Notre enquête du 16/02/2021

Selon ce tableau, 30,6% de la population enquêtée indiquent que leurs proches travaillent dans les secteurs pétrolier, gazier et minier contre 69,4% dont les proches ne travaillaient pas dans lesdits secteurs. En effet, ces résultats montrent que ces secteurs offrent plus d'emplois indirects que directs. Cette situation n'est pas étonnante au regard notamment du nombre important des stations-service implantées à Niamey et qui doivent offrir des emplois indirects à la population.

4. DISCUSSION

En Afrique, les secteurs pétrolier, gazier et minier doivent créer davantage d'emplois directs et indirects pour plusieurs raisons dont nous retenons entre autres :

- Tous les pays développés en Afrique sont des producteurs de pétrole et des mines notamment le Nigéria ;
- Parce que les principales sources de revenus des états africains sont basées sur les recettes minières (pétrole, gaz, mines) ;

La découverte des ressources minières a contraint beaucoup d'africains à céder leurs champs, qui les expose au chômage ;

- Parce qu'aussi ces ressources minières ont pollué l'environnement notamment les fleuves pour la pêche et les zones pastorales, ce qui réduit les activités de la population locale ;
- Aussi la majorité importante de la population africaine est active dans l'extraction informelle des mines et donc après la formalisation du secteur, il est nécessaire de créer des emplois directs et indirects aux populations ;
- Ensuite, la population africaine accroit à un rythme accéléré d'où la nécessité d'assurer à cette jeunesse des emplois pour une stabilité pérenne ;
- Parce que le continent africain fait parti des continents qui souffrent d'un taux élevé de chômage ;
- Eu égard de la jeunesse africaine et des conflits engendrés par l'exploitation des ressources minières, il est nécessaire de créer davantage des emplois à celle-ci.

Mais ces secteurs font face à des difficultés notamment :

- La chute du baril de pétrole et du prix de l'uranium sur le marché mondial ;
- Les ressources minières sont les principales sources pour les dépenses publiques c'est-à-dire les charges de l'administration (l'éducation, la santé, la sécurité) les infrastructures publiques etc. ;
- L'exploitation des ressources minières souffrent des nombreuses difficultés notamment (attaques des installations minières, la fraude, l'exploitation illicite des ressources, les conflits etc.) affectant considérablement ces activités ;
- La prise en otage des secteurs pétrolier, gazier et minier par les colonisateurs dans certains pays africains affecte beaucoup son développement.

L'état doit prendre des mesures suivantes pour mieux permettre aux secteurs de créer davantage des emplois directs et indirects :

- Développer d'autres secteurs notamment l'entrepreneuriat, l'industrie, l'artisanat afin de réduire les impacts sur la chute des prix du pétrole, de gaz et des mines afin de permettre aux secteurs de mieux créer les emplois aux jeunes ;

- Trouver davantage d'autres sources de revenu pour les dépenses publiques notamment les impôts afin de mieux orienter les recettes des secteurs pétrolier, gazier et minier vers la création davantage des emplois directs et indirects au profit des jeunes ;
- Réorganiser les procédures d'exploitation de ces ressources afin de prioriser les populations locales dans l'attribution des autorisations d'exploitation de ces ressources ;
- Impliquer davantage les populations riveraines et tenir compte de leurs préoccupations afin de réduire les conflits ;
- Promouvoir davantage la bonne gouvernance afin d'éradiquer la corruption (le recrutement parents amis et connaissances dans ces secteurs) et le détournement des deniers publics ;
- Baisser les prix notamment du pétrole et du gaz afin de créer des emplois indirects aux populations ;
- Lutter davantage contre le terrorisme afin de stabiliser et sécuriser les zones des secteurs du pétrole du gaz et des mines, car cette situation d'insécurité est susceptible d'affecter la bonne exploitation de ces ressources ;
- Les populations africaines doivent libérer ces secteurs de toute forme de colonisation afin de les rendre indépendants et en conséquences s'occuper des préoccupations des africains notamment les emplois.

Pour le cas spécifique de la Ville de Niamey, 54,38% de la population enquêtée est insatisfaite des emplois généreux par lesdits secteurs.

Toutefois, les résultats de notre enquête montrent à quel point les secteurs pétrolier, gazier et minier jouent un rôle moteur dans l'économie du Niger et dans la création des emplois surtout indirects où 30,63% de la population enquêtée disent que leurs proches travaillent dans ces secteurs.

Au regard de l'état de lieux sur les secteurs pétrolier, gazier et minier en Afrique en général et au Niger en particulier mais aussi des résultats de notre enquête, il est nécessaire pour l'état nigérien de prendre en compte les recommandations faites

ci-dessus afin de garantir davantage des emplois directs et indirects à sa population dans lesdits secteurs.

Ainsi, les résultats apportent des réponses aux questions posées dans l'introduction à savoir le Niger fait parti des pays souffrant d'un nombre élevé de chômage malgré les importantes exploitations minières qui se déroulent actuellement. Et les gouvernements nigériens gèrent les fonds issus des exploitations minières au profit des charges publiques. Une partie des recettes minières sont destinées à résolution des questions de chômages. Ces ressources minières ne peuvent pas elles résoudre les problèmes liés aux emplois directs. Ces ressources sont prises en otage par les multinationales qui exploitent et rapatrient les fonds chez elles. Les ressources minières sont moins accessibles aux populations africaines notamment le pétrole et le gaz car les prix restent élevés pour la majorité de la population.

Ces résultats nous permettent de vérifier nos hypothèses:

- Hypothèse N°1 : Les importantes exploitations minières qui se déroulent actuellement contribuent partiellement à résoudre les problèmes de chômage au Niger à travers des emplois directs et indirects. Ce qui rend pertinent le fait que les secteurs pétrolier, gazier et minier doivent créer davantage des emplois au Niger.
- Hypothèse N°2 : Les recettes minières sont destinées à résoudre les questions de chômages et les charges publiques. Ce qui fait que la problématique des emplois directs et indirects liés aux secteurs miniers reste toujours d'actualité car ces ressources ne sont pas destinées uniquement emplois de la population.
- Hypothèse N°3 : Les ressources minières peuvent résoudre les problèmes liés aux emplois directs et indirects avec la bonne gestion des fonds miniers. Oui ! si nos gouvernements luttent contre les sociétés multinationales (France pour les mines et la Chine pour le pétrole). Si le continent africain est autonome dans l'exploitation de ses ressources.
- Hypothèse N°4 : Ces ressources sont prises en otage par les multinationales qui exploitent et rapatrient les fonds chez elles. Car au Niger, le pétrole est géré par la Chine et les mines par la France.

Hypothèse N°5 : Les ressources minières sont difficilement accessibles aux populations africaines notamment le pétrole et le gaz. Car les prix est très élevé pour la majorité de la population africaine.

Enfin, notre but est atteint car la recherche a permis d'analyser la contribution des secteurs pétrolier, gazier et minier au Niger. Et donc les principales sources de revenu de l'état et de financement des dépenses publiques. Les secteurs dans lesquels les gouvernants dépensent les fonds miniers sont : les charges du gouvernement ; la santé ; l'éducation ; la sécurité et les emplois etc. Le degré de satisfaction de la population nigérienne par rapport à la gestion des fonds minier est insatisfaisant.

La population africaine n'a-t-elle pas une part de responsabilité dans les questions relatives aux secteurs pétrolier, gazier et minier étant donné que la souveraineté lui revient pour élire ses gouvernants qui gèrent mal ses ressources

REFERENCE

- ✓ Campbell, B., & Laforce, M. (2010). La réforme des cadres réglementaires dans le secteur minier: les expériences canadienne et africaine mises en perspective. *Recherches amérindiennes au Québec*, 40(3), 69-84.
- ✓ Bergeron, K. M., Jébrak, M., Yates, S., Séguin, C., Lehmann, V., Le Meur, P. Y., ... & Gendron, C. (2015). Mesurer l'acceptabilité sociale d'un projet minier: essai de modélisation du risque social en contexte québécois. *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 15(3).
- ✓ Gacem, B. (2007). La rente pétrolière en Afrique: bénédiction ou malédiction?. *Finance Bien Commun*, (3), 114-119.
- ✓ McMillan, T. Vision de l'ACPP pour l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière du Canada.
- ✓ Ngouhouo, I. (2008). *Les investissements directs étrangers en Afrique centrale: attractivité et effets économiques* (Doctoral dissertation, Université du Sud Toulon Var).
- ✓ Le Gouill, C. (2016). Imaginaires miniers et conflits sociaux en Bolivie: une approche multiniveaux du conflit de Mallku Khota. *Cahiers des Amériques latines*, (82), 49-69.
- ✓ Aurélie, C. (2007). *Une démarche top-down/bottom-up pour l'évaluation en termes multicritères et multi-acteurs des projets miniers dans l'optique du développement durable. Application sur les mines d'Uranium d'Arlit (Niger)* (Doctoral dissertation, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines).

Review University Without Borders for the Open Society (RUFSSO)

ISSN: 2313-285X Volume :23, Issue : 12, February 2021

Content available at <http://www.rufso.org/publications>

- ✓ Knotsch, C., Siebenmorgen, P., & Bradshaw, B. (2010). Les «Ententes sur les répercussions et les avantages» et le bien-être des communautés: des occasions ratées?. *Recherches amérindiennes au Québec*, 40(3), 59-68.
- ✓ Ngouhouo, I. (2008). *Les investissements directs étrangers en Afrique centrale: attractivité et effets économiques* (Doctoral dissertation, Université du Sud Toulon Var).
- ✓ Ngouhouo, I. (2008). *Les investissements directs étrangers en Afrique centrale: attractivité et effets économiques* (Doctoral dissertation, Université du Sud Toulon Var).

Review University Without Borders for the Open Society (RUFSO)

ISSN: 2313-285X Volume :23, Issue : 12, February 2021

Content available at <http://www.rufso.org/publications>